

Tendances

Prudent, le Quai d'Orsay a évité de réagir immédiatement aux incidents qui secouent l'Iran, et de commenter à chaud les manifestations qui ont éclaté dans les villes iraniennes. Paris, où de modestes rassemblements favorables aux contestataires étaient autorisés, ne pouvait prendre davantage de risques avec l'Iran à la veille de la visite du Président Emmanuel Macron, prévue à la fin du mois de janvier (*cette visite, qui doit encore être confirmée à la lumière des événements actuels en Iran et de l'évolution des relations franco-iraniennes ces dernières semaines, est coordonnée par le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian qui est attendu incessamment à Téhéran*).

La France et l'Iran semblent tous deux tenir à cette visite. Emmanuel Macron, qui aurait pu douter de l'utilité de maintenir son ouverture sur Téhéran alors que Washington tient entre ses mains les clés du [marché iranien](#), peut voir dans l'instabilité émergente en Iran une opportunité à saisir pour assurer une présence bienveillante auprès d'un partenaire généralement peu docile. Hassan Rouhani et les dirigeants iraniens, qui auraient pu se détourner d'une France qui tarde à livrer ses promesses, et se désintéresser de son Président qualifié de « toutou » du Président Donald Trump, verraient, dans le contexte actuel, une utilité certaine à accueillir un chef d'Etat occidental alors que l'ouverture sur le monde extérieur en termes économiques et commerciaux notamment, constitue un enjeu politique interne central.

Cette visite de Macron à Téhéran devrait être confirmée et maintenue en principe, à moins que la situation en Iran ne s'aggrave considérablement et qu'un scénario à la syrienne ne soit redouté. Elle se tiendrait si la situation reste, comme c'est le cas encore aujourd'hui, sous contrôle, et si les pressions éventuelles des Etats-Unis et de leurs alliés saoudiens notamment ne parviennent à vider de son sens tout rapprochement franco-iranien dans la phase actuelle. Dans tous les cas, **la France a toujours la possibilité de se soustraire au piège iranien, et de recentrer sa [politique régionale](#), en attendant une meilleure visibilité**. A ce stade, ce n'est pas une obligation. C'est seulement encore aujourd'hui une possibilité.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

Arabie saoudite : Paris fait jouer la prudence avec Riyad aussi

Dès la confirmation d'un (nouveau) tir de missile (Burkane H-2) contre Riyad (19/12/17), le Roi Salman Ben Abdulaziz a pris l'initiative d'appeler par téléphone le Président américain Donald Trump (20/12/17). **Le réflexe américain a joué pleinement dès les premières heures**, comme on pouvait s'y attendre (*sur les évènements actuels en Iran, Trump aura été un des premiers acteurs internationaux à réagir et à exprimer sa solidarité avec le peuple iranien...*). Mais, cette fois et c'est une nouveauté, **le réflexe russe a également joué chez les dirigeants saoudiens lorsque la sécurité de leur royaume était directement menacée...** En effet, Salman a aussi appelé le Président russe Vladimir Poutine (21/12/17), mais quelques heures après Trump. Ainsi, **sous la menace, les autres partenaires devenaient, de facto, des partenaires d'appoint** pour Riyad...

Opportunisme britannique, dans l'esprit « post-Brexit » et « Est de Suez ». Alors que les condamnations de cette nouvelle menace contre la sécurité de l'Arabie saoudite pleuvaient, Theresa May, qui venait d'envoyer à Téhéran son Ministre des Affaires étrangères Boris Johnson (*qui, lui, n'a pas hésité à commenter les évènements actuels en Iran*), trouvait le moment opportun pour appeler le Roi Salman et son fils le Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz (20/12/17) et pour obtenir de ce dernier la confirmation de sa visite à Londres en 2018. Pour le gouvernement britannique, critiqué sur le dossier yéménite et pour son soutien aux Forces armées saoudiennes dans cette guerre, l'enjeu de la visite de MBS n'est pas neutre : des contrats avec BAE Systems (Eurofighter) et des partenariats économiques, financiers et technologiques, élaborés dans le cadre de « Vision 2030 », sont à l'ordre du jour.

Un véritable jeu d'équilibriste pour Macron. Pour sa part, le Président français Emmanuel Macron a attendu jusqu'au 24/12/17 pour prendre l'initiative de s'entretenir par téléphone avec le Roi Salman Ben Abdulaziz et pour dénoncer la nouvelle attaque balistique contre Riyad survenue le 19/12/17.



L'entretien Macron-Salman intervenait 24 heures après la condamnation par le Conseil de sécurité de l'Onu de ce nouveau tir de missile contre la capitale saoudienne (*le Quai d'Orsay avait dénoncé cette attaque et réaffirmé la solidarité de la France avec l'Arabie saoudite 24 heures après l'attaque*).

L'entretien a également porté sur l'Iran, bien évidemment, et sur la contribution de Riyad à la guerre contre le terrorisme et son récent engagement (avec Abou Dhabi) au profit de la stabilisation du Sahel, ainsi que sur le conflit du Yémen auquel « il n'y a pas de solution militaire », et sur la Syrie pour laquelle le Président français souhaite « revenir au processus de Genève et travailler à un plan de paix équilibré ».

Emmanuel Macron, qui venait d'essuyer une série de critiques virulentes des dirigeants iraniens et syriens, travaille, lui aussi, pour accueillir à Paris en 2018 le PH et Ministre de la Défense saoudien MBS, avec l'espoir que ce dernier ne lui tienne pas rigueur de ses penchants pro-iraniens (et pro-qataris) de ces derniers mois (sans parler des pressions exercées par Paris sur Riyad dans le dossier yéménite ou encore le dossier libanais).



🔗 *Infographies : Les investissements français en Iran et les structures d'accompagnement pour les affaires entre Paris et Téhéran. (Cliquer sur les photos)*

Pourtant, Macron maintient sa stratégie d'ouverture sur l'Iran, faisant de la France un des principaux défenseurs de l'Accord nucléaire au sein de l'UE, et offrant aussi à Paris l'avantage de « parler à tout le monde » en pleines tensions irano-américaines et irano-saoudiennes. Il maintient donc le principe d'une visite en Iran en 2018, même lorsqu'il se fait traiter par le Secrétaire du Conseil suprême pour la Sécurité nationale Ali Shamkhani de « toutou » du Président Trump, et reprogramme, à la hâte, une visite à Téhéran pour son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian (*dont l'attitude à l'égard de l'Iran s'est radicalisée à l'issue de sa rencontre à Washington avec le secrétaire d'Etat Rex*

Tillerson le 19/12/17) en vue de préparer la visite présidentielle. Macron, qui a envoyé dernièrement à Téhéran, et à Riyad, le directeur de la DGSE Bernard Emié (alors qu'à Paris on évalue encore la nomination d'un attaché de défense à Téhéran), et dont ses Ministres et organismes d'Etat multiplient leurs contacts en vue d'élargir les [opportunités de coopération avec l'Iran](#), perdrait, aux yeux de ses interlocuteurs iraniens, sa valeur-ajoutée (*cela semblait évident dans l'attitude des négociateurs iraniens qui ont participé à la 4^{ème} session du dialogue politique franco-iranien qui se tenait à Paris en décembre*).

Le Président français et la France, que l'allié syrien du régime iranien vient de refuser (ce que d'aucuns décrivent comme) une proposition indirecte de dialogue, ont-ils déjà déçu les Iraniens ? Sa stratégie d'équilibre entre les deux rives du Golfe ne serait-elle qu'une chimère dans le contexte géopolitique actuel ? Pourquoi Iraniens, Russes, Turcs (*le Président turc Recep Tayyep Erdogan annonçait le 20/12/17 sa visite à Paris le 05/01/18*), Américains, et Syriens, offriraient-ils à la France et à Macron une chance de revenir sur la scène syrienne et levantine ? Pourquoi les Iraniens, qui trouvent auprès des Italiens par exemple ou les Allemands les mêmes intérêts que leur offrent les Français aujourd'hui, vont-ils accorder à la France un statut privilégié parmi leurs partenaires occidentaux ?



🔗 Infographie : **Les investissements italiens en Iran.** (Cliquer sur la photo)

Pour l'Iran, et pour l'aile la plus radicale de son système, la France, qui pourtant défend l'Accord nucléaire comme cadre général pour toute normalisation entre Téhéran et la communauté internationale, est peu fiable comme partenaire. En effet, pour les Iraniens, la France reste imprévisible comme en témoignent ses prises de position récentes sur deux dossiers sensibles : les ambitions balistiques de la république islamique que la France veut placer sous une stricte surveillance internationale, et le bras de fer saoudo-

iranien qui donne l'occasion pour Paris d'exprimer une solidarité jugée partielle et subjective avec l'Arabie saoudite et contre l'Iran. Les événements actuels en Iran offrirait-ils à la France l'opportunité de rehausser son image auprès des dirigeants iraniens ?



La France doit-elle, aujourd'hui, choisir entre Riyad et Téhéran ?

Emmanuel Macron, qui a laissé passer quelques jours avant de renouveler directement au Roi Salman l'engagement de la France à préserver la sécurité du royaume, n'a pu manquer à cette occasion, et si l'on en croit l'agence de presse saoudienne officielle SPA (24/12/17), de réaffirmer aux dirigeants saoudiens sa détermination à « agir afin de contrer les activités de l'Iran qui visent à déstabiliser la région », et de rappeler « la position claire de son pays à s'opposer au rôle destructeur de l'Iran dans son soutien aux milices Houthis en leur fournissant les techniques balistiques pour attaquer le royaume et la stabilité de la région ». Cet entretien téléphonique Macron-Salman, plusieurs jours après le nouveau tir d'un missile balistique Houthi contre Riyad, replace la France dans le camp saoudien, si l'on en croit les précisions fournies par le palais, et l'éloigne encore plus de l'Iran. Pourtant, l'Elysée suggère que le Président a très fermement informé les dirigeants saoudiens de l'urgence de lever le blocus sur le Yémen et d'accorder une priorité absolue à la question humanitaire. Mais cela, nous ne l'entendrons pas à Riyad.

Où se trouve aujourd'hui la France entre Riyad et Téhéran, et entre Washington et Moscou ? Un nouveau rééquilibrage est-il encore possible dans le contexte actuel ? La France ne gagnerait-elle pas à revoir à la baisse les ambitions de son dialogue tous azimuts, voire désordonné, décalé même, avec l'Iran ? Sans renoncer à reprendre la route de Téhéran, ne devrait-elle pas repenser sa stratégie d'ensemble à la lumière des priorités russes, américaines et arabes ? Le Président Macron se doit-il de tenter le diable en s'accrochant à sa volonté de désenclaver l'Iran, même dans le contexte actuel, et avec l'espoir d'imposer une normalisation progressive entre Téhéran et Riyad et entre Téhéran et Washington ?

Ne gagnerait-il pas, en effet, à écouter d'avantage ses partenaires arabes et américains et à mieux saisir leurs priorités immédiates ? Rapidement, cela imposerait une redéfinition des priorités stratégiques régionales au profit de ses alliés arabes traditionnels. **En attendant que le (véritable) changement vienne de l'Iran...**

La suite du numéro 16 de la *LettreM* et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 15 • 19 décembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 14 • 5 décembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 13 • 21 novembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 12 • 7 novembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 11 • 10 octobre 2017](#)
[LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017](#)
[LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017](#)
[LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017](#)
[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)
[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)
[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)
[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)
[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)
[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 16 • 2 janvier 2018

Middle East Strategic Perspectives
Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me